Depuis près de trois mois, un mouvement social sans précédent revendique plus de justice sociale. La seule réponse du gouvernement est une répression policière et judiciaire féroce, et un mépris de classe étalé à longueur d'antennes. Un appel à la grève est donc lancé pour le 5 février à l'ensemble des travailleur•euse•s, chomeur•euse•s, retraité•e•s et étudiant•e•s.
Le gouvernement s'apprête à faire voter une loi privant les manifestantes et les manifestants de leurs droits et a lancé un débat national étroitement encadré et orienté, afin de légitimer sa politique antisociale, et de pouvoir poursuivre sa casse des services publics.
Nous, travailleurs et travailleuses appelons à rejoindre massivement cette journée pour faire entendre nos revendications.
Contre la casse prévue de l'assurance chômage, qui va jeter des milliers de personnes dans une précarité encore plus grande en supprimant leur droit aux allocations au moindre manquement, et en organisant la pression à la baisse des salaires en exigeant des chômeurs et chômeuses d'accepter des emplois à n'importe quel prix.
Contre la mise en place d'un lycée général et professionnel encore plus profondément inégalitaire, et d'une accession à l'université de plus en plus compliquée ; contre l'augmentation des frais d'inscription des étudiantes et étudiants étrangers à l'université ; contre les atteintes à la liberté pédagogique et le fichage des élèves.
Contre la loi asile et immigration et pour la régularisation de tous les sans papiers et l'accueil des réfugiés.
C'est nous qui produisons les richesses, ce sont les bourgeois qui les accaparent. Nous appelons à la grève à partir du 5 février et aux blocages de l'économie.

Soyons nombreuses et nombreux en grève pour revendiquer :
• L'augmentation immédiate du smic, des minima sociaux et des salaires ;
• Arrêt des baisses des cotisations sociales, c'est aussi notre salaire ;
• Le rétablissement et l'extension des services publics, et l'abandon de la gestion managériale qui les détruit ;
• L'abandon de la réforme de l'assurance chômage, et la garantie pour tous les chômeurs et toutes les chômeuses de leur droit à l'indemnisation, sans exigence ;
• L'abandon des réformes du lycée professionnel et général, de Parcoursup, de la loi « école de la confiance », et de la hausse des frais d'inscription à l'université ;
• L'abandon de la loi « anticasseurs » qui restreint le droit de manifester ;
• Interdiction des lanceurs de balles de défense, des grenades de désencerclement et des gaz lacrymogènes en manifestations ;
• Pour la réduction du temps de travail ;
• Pour une retraite à taux plein plus tôt ;
• Pour une répartition égale des richesses entre tous et toutes.